

Tourisme : les espoirs de survie de l'office s'évaporent



L'assemblée de l'office de tourisme de la Pointe de Saire a été l'occasion du bilan, positif pour la fréquentation et négatif pour les relations. Après plusieurs mois au cours desquels les communes de Saint-Vaast et Réville ont quitté le navire touristique, seul Quettehou est resté à la barre d'une goélette du tourisme qui tangue dangereusement et qui menace de sombrer rapidement, laissant trois employées au chômage.

Jean-Pierre Lemyre, maire de Quettehou et président, a évoqué les causes de ce divorce, loin d'être à l'amiable. « **J'ai été surpris lors de l'assemblée de 2014 d'apprendre que le poste de président était déjà pourvu et que la fermeture du bureau de Quettehou était imminente. J'ai eu le sentiment d'avoir été trompé.** » Depuis, entre courriers, divorces des communes et retard ou non paiement de celle-ci, la situation s'est aggravée et l'office ne compte plus que Quettehou comme village adhérent. « **Nous, nous mettons**

tout en oeuvre pour que l'office perdure. Il est inconcevable qu'une telle cabale ait pu être programmée pour une présidence perdue. Pour assurer la continuité, nous avons dû nous contraindre à mettre l'ensemble du personnel au chômage partiel », poursuit le président.

On règle les comptes

Présent, Jean Lepetit, maire de Saint-Vaast, le 2e à avoir quitté l'entité, après Réville, devait faire face aux critiques. « **Il faut rétablir la vérité. L'office est nécessaire mais il fonctionnait mal. Il y a eu une cassure dans la confiance entre les collectivités et l'office et certaines paroles n'ont pas été respectées. Demain, il faudra reconstruire un office mais dans un autre cadre »**, se défend Jean Lepetit.

Après avoir expliqué que la loi Notre imposerait aux communautés de prendre la compétence tourisme, Jean-Pierre Lemyre annonçait que l'office communautaire ne devrait pas voir le jour avant fin 2016. « **Le problème, on le connaît, c'est le salaire de la directrice mais qui lui a donné ? »**, insiste le président à l'intention de Saint-Vaast et Réville. « **Mon salaire est celui d'une directrice et il est mérité. Je n'ai pas de scrupule à toucher ce que je touche »** déclare Dominique Joubert.

L'office devrait pouvoir tenir financièrement jusqu'au 15 septembre. « **A cette date, nous dirons ce qu'il adviendra de l'office et des trois employées »**, conclut Jean-Pierre Lemyre.